

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
HOTEL DE SULLY
62 RUE SAINT-ANTOINE
75186 PARIS CEDEX 04

ACCORD-CADRE DE SERVICES

**Prestations d'entretien des Parcs et Jardins
des Domaines nationaux d'Ile-de-France**

LOT N°8

**TRAVAUX FORESTIERS
POUR LES DOMAINES NATIONAUX DE CHAMPS-SUR-MARNE ET JOSSIGNY**

ACCORD-CADRE N°25-190-125

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

PROPRE AU LOT

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD CADRE – CONSISTANCE DES PRESTATIONS	4
1.1 Objet de l’accord cadre – Généralités	4
1.2 Conditions générales d’exécution	4
1.3 Connaissance des lieux – Visite sur place	5
1.4 Prise de possession des lieux – Responsabilités	5
1.5 Consistance des prestations	5
ARTICLE 2 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	5
2.1 Accès et circulation	5
2.2 Véhicules, engins et matériels	6
2.3 Outils de taille et prophylaxie	7
2.4 Lutte contre le bruit et protection de l’environnement	7
2.5 Conservation des caractéristiques des espaces verts	7
2.6 Protection des espaces	7
2.6.1 Protection des surfaces	7
2.6.2 Protection des ouvrages	8
2.6.3 Protection des végétaux à conserver	8
2.7 Installations de chantier	8
2.8 Aires de stockage	8
2.9 Clôtures de chantier	9
2.10 Chantiers sur les voies et espaces publics en dehors du domaine	9
2.11 DICT et coupure de réseaux	9
2.12 Constats sanitaires	10
2.13 Sécurité et hygiène du chantier	10
2.14 Equipement du personnel	10
2.15 Compétences et hiérarchisation des personnels	11
2.16 Propreté et nettoyage du chantier	11
2.17 Valorisation des rémanents végétaux	12
ARTICLE 3 – COORDINATION ET SUIVI DES PRESTATIONS	12
3.1 Calendrier prévisionnel	12
3.2 Epoques d’intervention	13
3.3 Délais d’intervention	13
3.4 Périodes d’interdiction	13
3.5 Etat des lieux d’entrée	13
3.6 Réunions de chantier	14
3.7 Comptes rendus de chantier	14
3.8 Contrôle des travaux	14
3.9 Etat des lieux de sortie – Remise en état des espaces	15
3.10 Contrôle en fin de prestations – Dossier des interventions exécutées	15

ARTICLE 4 – TRAVAUX D'ENTRETIEN FORESTIER	15
4.1 Recul de lisière ligneuse	16
4.2 Eclaircie et dépressage	16
4.3 Nettoyage forestier	16
4.4 Recépage de jeunes sujets	17
4.5 Suppression des ailantes par cerclage (annélation)	17
4.6 Travaux préparatoires à la plantation	17
ARTICLE 5 – FOURNITURE ET PLANTATION DE VEGETAUX FORESTIERS	17
5.1 Fournitures	18
5.1.1 Plants	18
5.1.2 Autres fournitures	18
5.2 Mode d'exécution des travaux	18
5.3 Achèvement des travaux et réception	19
5.4 Obligations du titulaire pendant le délai de garantie	19
5.4.1 Entretien	19
5.4.2 Remplacement des plants	20
ARTICLE 6 – POSE ET ENTRETIEN DE GANIVELLE	20

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE – CONSISTANCE DES PRESTATIONS

1.1 Objet de l'accord cadre – Généralités

Dans le cadre de l'entretien des Parcs et Jardins des Domaines nationaux de Saint-Cloud, Champs-sur-Marne/Jossigny et Rambouillet, le présent accord cadre à bons de commande a pour objet la réalisation de prestations de travaux forestiers pour les Domaines de Champs-sur-Marne (31 rue de Paris, 77420 Champs-sur-Marne) et de Jossigny (1 rue de Tournan, 77600 Jossigny).

D'une manière générale, le titulaire s'engage à exécuter toutes les prestations nécessaires en vue de l'entretien normal et permanent des sites, dans le respect de la législation, des règles de la profession ainsi que des dispositions du présent CCTP.

Le titulaire doit prendre complète connaissance des documents écrits concernant les prestations à exécuter.

Le présent CCTP a pour but de renseigner d'une manière générale les soumissionnaires sur la nature des prestations à réaliser, leur importance, leurs dimensions et leurs emplacements. Toutefois, il est précisé que ces documents et descriptions n'ont aucun caractère limitatif et que les soumissionnaires sont tenus de prévoir eux-mêmes, pour l'établissement de leurs prix unitaires, et d'exécuter comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, toutes prestations complémentaires relevant de leur profession qui seraient indispensables au parfait achèvement des prestations projetés dans le respect des règles de l'art. De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou omissions dans les CCTP pour demander un supplément quelconque sur le montant de leurs prix unitaires.

Les soumissionnaires doivent tenir compte de toutes les sujétions et pourront si nécessaire demander, avant la remise de leur offre, toutes les précisions complémentaires au CMN, ou, à défaut, considérer la solution la plus onéreuse.

Au cas où une omission ou une contradiction ne se révélerait qu'après remise des soumissions, le CMN serait en droit d'exiger la mise en œuvre de la solution la plus onéreuse.

1.2 Conditions générales d'exécution

Durant toute la durée de l'accord cadre, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage de son matériel.

Il contracte à ses frais toutes les assurances utiles notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du présent accord cadre.

Il assure la sécurité de son personnel et des tiers au cours de l'exécution de ses prestations.

Le titulaire s'engage pendant toute la durée du présent accord cadre à respecter les normes et réglementation en vigueur. Il doit se conformer aux dispositions du Code du Travail et à la législation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Il s'engage à employer, en nombre suffisant, des personnels qualifiés connaissant parfaitement l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord cadre.

Il doit adapter le nombre et les modèles de véhicules ou matériels en fonction des besoins liés aux interventions, afin de garantir le respect des délais.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Le service sera effectué en totalité, sauf en cas d'intempéries constatées par le CMN et rendant le travail impossible. Dans ce cas, le titulaire pourra remettre son exécution au 1^{er} jour suivant le rétablissement des conditions optimales. Si nécessaire, ce jour sera défini en accord avec le CMN.

En cas d'interruption imprévue et même partielle du service, le titulaire devra en aviser dans les plus brefs délais le CMN afin de trouver avec son accord une solution adaptée.

Les prestations doivent être exécutées de façon à entraîner le moins de gêne possible pour les usagers des lieux.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune majoration de prix en raison de la gêne que les usagers pourraient apporter à l'exécution du travail.

1.3 Connaissance des lieux – Visite sur place

Le titulaire est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différentes prestations et les différentes contraintes inhérentes à chacun des sites d'intervention.

Il est réputé avoir pleine et entière connaissance des lieux, de la consistance des prestations et des difficultés d'exécution éventuelles. Il est censé avoir tenu compte des contraintes de circulation et de stationnement des véhicules. En conséquence, il ne pourra se prévaloir d'une insuffisance des informations jointes au présent cahier des charges.

1.4 Prise de possession des lieux – Responsabilités

Avant d'engager sa propre intervention, le titulaire doit constater ou réceptionner les lieux et les ouvrages sur lesquels il va intervenir ainsi que l'ensemble des éléments susceptibles d'être détériorés au cours des prestations (pelouses, voiries, réseaux, éléments architecturaux, etc.). Toute intervention sur le site sans constat préalable vaudra réception et acceptation par le titulaire de tous les ouvrages réalisés préalablement.

Quelles que soient les dispositions techniques retenues, la responsabilité du titulaire sera engagée en cas de dégradation de l'environnement naturel et construit ou en cas d'incident corporel consécutifs à l'exécution des prestations. Les précautions nécessaires doivent également être prises dans la circulation et l'intervention des engins et matériels de chantier pour éviter tout incident ou accident de personnes aux abords du chantier, et pour parer à tous risques de dégradation ou d'accident sur les véhicules divers circulant ou stationnant à proximité de celui-ci.

Le titulaire sera tenu de signaler tout incident au CMN dans les plus brefs délais.

1.5 Consistance des prestations

La prestation comprend, suivant les dispositions définies au présent CCTP :

- La mise à disposition du personnel, des véhicules, matériels et matériaux nécessaires à l'exécution des prestations ;
- L'installation et le repliement du chantier ;
- L'exécution des prestations objet du présent CCTP ;
- La collecte, le tri et le transport jusqu'au lieu de stockage ou de valorisation (sur site ou en centre de traitement spécialisé) des divers déchets produits par l'exécution des prestations ; leur broyage s'il est demandé une valorisation sur site.

ARTICLE 2 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

2.1 Accès et circulation

Les accès au chantier sont soumis à la réglementation interne du domaine.

Dans l'enceinte du domaine, la vitesse maximale admise pour les véhicules est de 15km/h. Il est en outre impératif de rouler au pas dans les endroits sans visibilité.

Pour le franchissement de grilles habituellement fermées aux véhicules, les conditions d'ouverture et de passage seront déterminés à l'exécution par le CMN.

Pour chaque chantier, les itinéraires et voies de circulation qui pourront être empruntés par les véhicules et engins de travaux seront indiqués par le CMN dans le cadre du plan de circulation.

Les zones d'accès aux parcelles forestières seront convenues avec le CMN.

Tous les moyens devront être mis en œuvre pour adapter le matériel à la structure et au tracé des allées (encombrement, poids à l'essieu, etc.). Il est rappelé au titulaire la fragilité de ces allées, dont les structures et les revêtements n'ont pas été conçus pour une circulation d'engins lourds.

Tout dommage constaté au sein du domaine (sur allées, espaces verts, bâtiments, statuaire, éléments mobiliers, réseaux, véhicules...) donnera lieu, à la charge et aux frais de l'entreprise responsable, à la mise en œuvre de l'ensemble des travaux nécessaires à la remise en état complète.

Les contraintes précédemment indiquées pour les charges et les voies de circulation obligent le titulaire à établir un plan de circulation. Il fournira également au CMN la liste des personnels et engins (détaillant notamment les poids à l'essieu, encombrements, poinçonnements, etc.) devant intervenir sur le site. Ces documents seront soumis à l'approbation du CMN avant tout démarrage des prestations.

2.2 Véhicules, engins et matériels

Le titulaire devra utiliser les véhicules, engins, outillage et autres matériels les mieux adaptés tant à la bonne exécution des prestations à effectuer qu'à la sécurité de son personnel et des tiers, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement. L'usage de tout matériel et de toute technique susceptible de provoquer des dommages importants aux végétaux sera pros crit. En particulier, tout matériel occasionnant un hachage des branches lors de la taille est à exclure.

Le titulaire est le seul responsable des matériels qu'il utilise durant ses prestations. Il est le garant de leur parfaite conformité et de leur vérification régulière. Les véhicules, engins, outillage et autres matériels devront être récents, conformes aux normes en vigueur et en bon état de marche.

La signalisation et l'éclairage des véhicules devront être conformes aux dispositions des articles R 313-1 à R313-35 du Code de la route et des décrets et arrêtés pris pour son application, à celles de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 8e partie : signalisation temporaire (arrêté du 06/11/1992) et à celles des arrêtés du 04/07/1972 et du 20/01/1987.

Les véhicules devront être équipés de feux spéciaux répondant aux exigences de l'arrêté du 04/07/1972 et de la signalisation complémentaire homologuée dont les caractéristiques sont définies par l'arrêté du 20/01/1987, disposée à l'avant, à l'arrière et sur les côtés du véhicule.

Les véhicules de l'entreprise devront être propres et identifiables par le grand public.

Le titulaire sera tenu de soumettre au CMN, pour acceptation, les moyens qu'il compte utiliser. **Le CMN se réserve le droit de refuser les véhicules et engins qui ne correspondraient pas, soit aux dispositions du présent CCTP, soit aux besoins nécessaires pour une exécution parfaite de la prestation.**

Le fait que le CMN n'a pas formulé d'observations sur les véhicules, engins, outillage et matériel ne l'engage en rien quant à leur conformité envers les règlements et lois en vigueur (service des mines, inspection du travail, etc.).

En cas de panne de l'un des véhicules ou matériels utilisés, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer sa réparation ou son remplacement et ceci sans conséquences sur le bon déroulement des prestations.

2.3 Outils de taille et prophylaxie

Les outils de coupe devront toujours être correctement affûtés afin de ne pas provoquer de déchirure ou tout autre dommage.

Afin d'éviter tout risque de transmission et de propagation d'agents pathogènes, une désinfection systématique des outils sera soigneusement effectuée avant la taille de chaque arbre ou arbuste. Les outils seront trempés dans un produit désinfectant, type alcool à brûler ou formol. Ce produit pourra être un anticryptogamique. Il devra être soumis à l'approbation du CMN.

En l'absence de procédé de désinfection automatique du matériel, il sera nécessaire de réaliser une désinfection périodique des outils lors de l'avancement du chantier.

Dans les zones à haut risque de contamination, des précautions particulières devront être prises, la désinfection étant impérative entre les interventions et soins sur des sujets différents.

2.4 Lutte contre le bruit et protection de l'environnement

Le titulaire devra respecter les arrêtés préfectoraux en vigueur en matière de lutte contre le bruit. Le matériel utilisé devra respecter la directive Européenne 2001/14/CE et être en accord avec les articles L 571-2 et L 571-3 du code de l'Environnement. Les matériels pourront être contrôlés sur leur agrément.

Le titulaire est encouragé à utiliser des véhicules et matériels fonctionnant avec des énergies et lubrifiants les moins polluants et émettant le moins de bruit possible. Une attention particulière aux démarches menées dans ce sens sera portée à la lecture des éléments du dossier. Ces actions pourront être mises en valeur dans le cadre de la politique de développement durable et de la démarche qualité de l'établissement.

2.5 Conservation des caractéristiques des espaces verts

Sauf indications contraires du CMN, les prestations d'entretien, quelle que soit leur nature, ne doivent entraîner aucune modification dans l'aspect esthétique, les caractéristiques techniques ou la nature même des espaces verts. La configuration initiale, les tracés, en plan et en élévation, doivent être respectés.

Les interventions sur les ligneux (arbres, arbustes, haies), que ce soit dans le cadre de l'entretien périodique des sites ou dans le cadre d'interventions ponctuelles, ne doivent pas entraîner de modifications dans leurs qualités techniques et physiologiques ainsi que dans leur aspect esthétique.

L'entreprise ne peut de sa propre initiative modifier l'aménagement sur les espaces dont l'entretien lui est confié.

2.6 Protection des espaces

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre.

2.6.1 Protection des surfaces

Tous les secteurs sensibles (gazons, prairies, allées fragiles) seront systématiquement protégés par des plaques de répartition ou autres afin d'éviter toute dégradation liée au passage des engins ou à la chute d'arbres ou de branches charpentières.

Des bacs de rétention seront installés sous les engins en stationnement afin d'éviter toute pollution des sols.

L'arrachage et la destruction d'arbres, taillis ou broussailles seront conduits de manière à éviter tout bouleversement dans les différentes couches du sol et du sous-sol.

Les éventuels dégâts donneront lieu à une remise en état, à la charge et aux frais du titulaire, selon les prescriptions du CMN.

2.6.2 Protection des ouvrages

Toutes les précautions seront prises pour préserver les ouvrages, de quelque nature qu'ils soient : sculptures, vases, bancs, fabriques, murs, etc., y compris réseaux aériens ou enterrés. Des protections seront installées afin qu'ils ne puissent être endommagés par la circulation des engins de chantier ou la chute d'arbres ou de branches.

Les éventuels dégâts donneront lieu à une restauration, à la charge et aux frais du titulaire, selon les prescriptions du CMN.

Les dégradations accidentelles occasionnées aux réseaux, quant à elles, feront l'objet de réparations dans le respect des normes en vigueur au jour de l'incident. Le choix de l'entreprise chargée de réparer devra être soumis à l'approbation du CMN.

2.6.3 Protection des végétaux à conserver

Toutes les précautions seront prises pour préserver les végétaux non prévus en suppression (arbres conservés, plantations récentes, régénération naturelle, etc.), y compris leur système racinaire. Des protections seront installées, et des contournements pourront être disposés pour éviter le passage d'engins sous les charpentières basses.

Les éventuels dégâts donneront lieu à des pénalités dont le montant est défini à l'Article 6.5 du CCAP.

2.7 Installations de chantier

La mise en place des installations de chantier ne pourra avoir lieu sans accord préalable du CMN.

Le CMN peut à tout moment (et notamment lors de manifestations exceptionnelles), demander l'interruption du chantier et le repli des installations pour une durée indéterminée ou modifier l'époque d'intervention.

Aucune plus-value ne sera admise pour ces dispositions particulières supposées être totalement intégrées à l'établissement de l'offre.

Il appartient au titulaire d'assurer ses propres installations en locaux de chantier, selon la réglementation en vigueur, notamment pour les installations nécessaires à la sécurité et à l'hygiène du chantier.

Ces prestations incluent toutes les locations et maintenances de bungalows roulants ou fixes, leurs amenées et installation sur le site, leur repli en fin de chantier, ainsi que l'ensemble des alimentations en fluides si nécessaire.

Le titulaire est entièrement responsable de ses propres installations de chantier et devra tous travaux d'entretien pour maintenir en permanence les lieux et les abords parfaitement propres et sécurisés.

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre.

En cas de non-respect de ces exigences, le CMN se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais du titulaire défaillant, une entreprise de nettoyage extérieure.

2.8 Aires de stockage

Si une prestation doit entraîner un stockage provisoire d'engins ou de matériaux, une zone sera désignée au titulaire par le CMN. Elle se situera autant que possible dans l'emprise du chantier.

Elle sera matérialisée par la pose de grilles soudées sur cadre rigide (hauteur 2 m, longueur 3 m) sur plots béton de 40 kg. Les grilles seront sécurisées entre elles et celle servant d'accès sera verrouillée au moyen d'un cadenas, afin d'interdire tout accès au public.

Après utilisation, cette zone devra être rendue en état.

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre.

2.9 Clôtures de chantier

Le public qui fréquente le domaine est curieux et n'aime pas changer ses habitudes de circulation. Il convient d'installer une signalisation dissuasive afin d'éviter toute intrusion sur les zones de chantier.

Des clôtures de chantier devront être réalisées avec du grillage de balisage orange de 1,20 m de hauteur ou de la rubalise de couleur vive, le tout monté sur des piquets métalliques avec crochets. Elles pourront être déplacées à l'avancement. Des panneaux portant les mentions "Chantier interdit au public - Port du casque obligatoire" devront être installés sur le pourtour.

Ce dispositif ne dispense aucunement le titulaire de prévoir du personnel chargé d'assurer la surveillance du chantier et de gérer le public.

Dans les allées ouvertes à la circulation automobile, le titulaire devra mettre en place des signalisations temporaires (panneaux de travaux, panneaux de signalisation, feux clignotants le cas échéant) ainsi que du personnel assurant une éventuelle circulation alternée.

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre.

2.10 Chantiers sur les voies et espaces publics en dehors du domaine

Pour les interventions sur des secteurs jouxtant ou surplombant des voies et espaces publics extérieurs au domaine, le titulaire prendra contact avec les services concernés pour obtenir les diverses autorisations ou dérogations en matière d'accès, de stationnement, etc.

Il devra assurer une parfaite sécurisation du public et gérer la circulation le cas échéant.

Il supportera toutes les charges relatives à l'établissement et l'entretien de ses installations, puis au nettoyage du site lors de son repli.

2.11 DICT et coupure de réseaux

Si les conditions de réalisation des prestations l'exigent, le titulaire sera tenu de se conformer aux dispositions du décret n° 91-1147 du 14/10/91, relatif à l'exécution de prestations à proximité d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, en particulier pour tous travaux comportant de fouilles au sol (plantations, essouchement, etc.). Il sera notamment tenu au dépôt d'une déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT).

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus et sans préjudice de l'action des autorités compétentes, le CMN pourra prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures pourront être prises sans mise en demeure préalable.

Si une coupure de réseau est nécessaire pour l'exécution des travaux (notamment sur réseaux électriques EDF et éclairage public), le titulaire devra effectuer toutes les démarches auprès des gestionnaires de réseaux.

2.12 Constats sanitaires

S'il constate des végétaux, et plus particulièrement des arbres, présentant un risque particulier pour les personnes ou les biens ou susceptibles d'en présenter un (risque de chute d'arbre ou de branche, etc.), **le titulaire devra en informer immédiatement le CMN** par écrit, en précisant l'emplacement, la nature du danger, le type d'intervention recommandée et en donnant une estimation de l'urgence de l'intervention.

2.13 Sécurité et hygiène du chantier

Avant le commencement des prestations, le titulaire soumettra au CMN un plan de prévention des risques.

Il a à sa charge la mise en œuvre des moyens humains et techniques pour respecter les règlements en vigueur d'hygiène et de sécurité.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter que les prestations ne constituent un danger, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Il devra assurer la clôture du chantier et son inaccessibilité, ainsi que sa signalisation tant interne qu'externe. Il assurera également si nécessaire son éclairage et son gardiennage.

Les points de passage dangereux (au droit des voies de communication, des traversées, etc. ...), devront être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié. Ils devront au besoin être éclairés et gardés.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur concernant le balisage sur la voie publique et notamment la signalisation verticale temporaire sur la chaussée.

Les zones de stockage des débris végétaux devront être au minimum balisées et rendues inaccessibles au public par tout moyen approprié (barrières, clôtures, écriteaux).

Une trousse de premier secours devra être disponible pour les équipiers sur le chantier. Un membre de l'équipe au moins devra être titulaire du brevet SST.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du titulaire.

Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

L'intervention des autorités compétentes ou du CMN ne dégage pas sa responsabilité.

Tout manquement aux règles de base en matière de sécurité des personnes et des biens et de visibilité du chantier pourra entraîner sur le champ un arrêt des travaux avec convocation par lettre recommandée du représentant de l'entreprise pour explication.

2.14 Equipement du personnel

Le personnel chargé de l'exécution de la prestation doit disposer des vêtements de protection et équipements de protection individuels (EPI) rendus nécessaires par son activité :

- Casque de protection ;
- Visière ou lunettes de protection ;
- Protections individuelles contre le bruit ;
- Gants ;
- Vêtements de protection pour les utilisateurs de tronçonneuses ou de scies à chaîne tenues à la main ;
- Protections contre les chutes, harnais ;

- Équipements de protection lors de la préparation et de l'application des produits phytosanitaires.

Il doit également avoir à disposition des vêtements de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3 dont le port est obligatoire pour toute intervention à pied sur le domaine routier.

Ces équipements (liste non exhaustive) doivent être conformes aux spécifications des normes en vigueur. Le titulaire doit se conformer à l'ensemble des réglementations en vigueur : Décret européen du 01/09/2004, Arrêté du 4/08/2005 et Note de service du 27/06/2007.

Tous les ans, le titulaire devra remettre au CMN la dernière vérification des EPI.

Le CMN pourra interdire le travail à tout agent ne portant pas les vêtements et équipements réglementaires à sa tâche.

2.15 Compétences et hiérarchisation des personnels

Les équipes devront être composées comme suit :

- Un conducteur de travaux unique pour toute la durée de l'accord cadre, responsable du planning et de l'ensemble des travaux du lot, présent à chaque réunion de chantier ;
- Un chef d'équipe présent tout au long du chantier ;
- Des agents spécialisés réalisant les prestations ;
- Des chauffeurs (poids lourd, nacelle, etc.).

Une personne par équipe au moins devra être titulaire du Brevet SST.

2.16 Propreté et nettoyage du chantier

Une importance particulière sera donnée à la propreté du chantier.

Le titulaire devra prendre toutes mesures utiles pour :

- Prévenir et empêcher les souillures et pollutions de toute nature (atmosphériques, terrestres, aquatiques, etc.) ;
- Éviter les chutes et les entraînements de matériaux ;
- Permettre le décrottage des engins avant leur sortie de chantier.

Le titulaire supportera l'intégralité des frais de nettoyage courant du chantier et des voies qu'il empruntera.

Il est tenu de prendre à ses frais toutes les dispositions nécessaires pour éviter qu'aux abords du chantier les chaussées ne soient souillées par des produits (rémanents végétaux, matériaux divers, boue, détrit, etc.) provenant de l'exécution des prestations.

Le titulaire assurera le nettoyage quotidien des salissures liées à son intervention, produites sur l'emprise du chantier et à l'extérieur de celui-ci. Il est tenu de procéder immédiatement à tous les nettoyages et balayages nécessaires pour maintenir la circulation dans les meilleures conditions. Aucun engin ne devra quitter le chantier pour circuler sur la voie publique tant que son état de propreté générera un risque de souillure des chaussées.

Tous les produits résultant de l'entretien des surfaces seront rassemblés et rangés proprement en tas au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Ils seront traités et/ou évacués de l'emprise dans les 48h. Selon les secteurs, une dérogation pour évacuation en fin de semaine, voire en fin de chantier, pourra être accordée. Dans ce cas, une zone de stockage sera désignée par le CMN.

Sur demande du CMN, les rémanents végétaux pourront lui être laissés, à l'emplacement qui sera indiqué à l'entreprise. Ils devront alors être préalablement broyés, de manière à satisfaire aux contraintes de stockage.

Les zones de broyage ou de stockage des éléments végétaux en attente de chargement seront implantées de manière à ne pas gêner la circulation dans le parc (véhicules et piétons), à ne provoquer aucun danger pour les personnes et à limiter les nuisances. Elles seront matérialisées par la pose de grilles soudées.

Les détritiques non végétaux seront évacués en décharge publique.

Un constat de propreté du chantier, de ses abords et des voies d'accès empruntées par l'entreprise sera effectué chaque fin de semaine et/ou veille de jours fériés.

A la levée des travaux, les zones d'intervention seront soigneusement nettoyées et remises en état, les moyens et techniques mis en œuvre devant tenir compte des caractéristiques des espaces : balayage des voiries, ratissage des pelouses et allées, purge des sous-bois, remise en état des sols, etc.

Les emplacements mis à la disposition du titulaire pour ses installations de chantier devront être entièrement débarrassés, nettoyés et remis en état dans un délai de 5 jours après l'achèvement de son intervention.

L'ensemble des opérations décrites ci-dessus est implicitement compris dans les prix de l'accord cadre et ne donnera lieu à aucune plus-value.

En cas de manquement à ces obligations, par mesure de sécurité publique, le CMN pourra, après mise en demeure, faire exécuter par une autre entreprise de son choix les travaux de balayage ou d'entreposage des produits non enlevés au fur et à mesure du chantier. Les frais ainsi engagés seront recouverts auprès du titulaire dans les formes habituelles.

2.17 Valorisation des rémanents végétaux

Selon leur qualité et avec l'accord du CMN, les rémanents végétaux seront soit évacués vers une plateforme de revalorisation soit broyés et laissés sur le domaine. Le broyat pourra alors être stocké sur un emplacement défini par le CMN, mais, lorsque ce sera possible, on privilégiera le broyage et l'épandage sur place, pour restitution au milieu forestier ou paillage sous les haies ou massifs arbustifs proches.

Les rémanents provenant de végétaux malades seront traités par l'entreprise selon les mesures prophylactiques réglementaires propres à chaque pathologie : évacuation en décharge agréée par véhicule bâché, brûlage sur place, etc.

Le brûlage sur chantier est strictement interdit, sauf en présence de rémanents de végétaux malades pour lesquels les mesures prophylactiques réglementaires l'imposent. Il sera soumis à l'accord du CMN.

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre, tout comme le coût de nettoyage de la zone de traitement.

Un relevé des quantités sorties sera établi à la fin de la prestation. Les bordereaux de suivi des déchets et attestations de valorisation seront remis au CMN.

ARTICLE 3 – COORDINATION ET SUIVI DES PRESTATIONS

Tous les protocoles d'exécution des prestations, les plannings d'intervention, les matériels et produits utilisés devront obligatoirement être validés par le CMN avant tout commencement des prestations.

3.1 Calendrier prévisionnel

Le calendrier des travaux sera défini par le CMN en lien avec le titulaire.

Pour les travaux prévisibles, le titulaire établira un calendrier des prestations à réaliser par bon de commande sur la période des 6 mois à venir. Il indiquera toutes ses interventions contractuelles et les périodes prévues d'intervention par site. Ce calendrier sera soumis au CMN pour approbation.

A l'issue des réunions de chantier, le titulaire transmettra le calendrier mis à jour des prestations restant à exécuter. Ce calendrier sera défini en concordance avec le calendrier prévisionnel.

3.2 Epoques d'intervention

Les différentes époques d'intervention seront précisées au titulaire par le CMN. Elles figureront, de fait, dans les bons de commande qui indiqueront la date de début des prestations et leur durée.

En période hivernale, afin d'éviter tout risque de dégâts sur les branches taillées, les travaux de taille seront suspendus si les températures sont inférieures à moins 3 degrés (- 3°C).

En période printanière, au moment du débourrement des bourgeons et de la montée de sève, les travaux de taille seront suspendus à une date et pour une durée variant selon les espèces et définies par le CMN.

3.3 Délais d'intervention

Les délais d'intervention seront précisés dans les bons de commande en fonction des travaux à réaliser.

Si le bon de commande le précise, le titulaire devra fournir un planning prévisionnel d'exécution qui sera soumis à l'approbation du CMN.

Le CMN pourra exiger du titulaire l'exécution des travaux dans l'ordre qui lui conviendra.

3.4 Périodes d'interdiction

Le CMN pourra à tout moment décider une interruption de la circulation des camions et engins sur les voies normalement utilisées, voire une interruption du chantier, en cas de manifestation exceptionnelle, de risque pour la sécurité du monument et des personnes ou d'intempéries fragilisant les sols (fortes précipitations ou succession de gels et de dégels). La circulation ou le chantier ne pourront reprendre que sur autorisation du CMN. Ces mesures ne pourront ouvrir droit à une compensation financière.

Le chantier pourra bien sûr être interrompu par l'entreprise en cas d'épisode climatique dangereux (fortes intempéries, tempête) ou de tout risque important pour la sécurité des biens des personnes. Elle en informera le CMN au plus vite.

3.5 Etat des lieux d'entrée

Le titulaire sera tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour n'occasionner aucun dégât sur les lieux d'intervention, que ce soit par les engins utilisés ou des résultantes directes des travaux (chute de branches, etc.).

Préalablement au démarrage des prestations, un état des lieux contradictoire sera établi aux frais du titulaire. Il a pour objet d'inventorier et d'enregistrer, préalablement au démarrage du chantier, tous les ouvrages en place ainsi que leur état. Ce document indiquera toutes les déficiences constatées à la date de prise en charge par le titulaire et prévaudra pour l'arbitrage de tout litige pouvant survenir à la suite des travaux.

Le CMN et le titulaire seront obligatoirement représentés à ce constat.

A cette occasion, le titulaire désignera la personne responsable du chantier, qui devra être présente à toutes les réunions intermédiaires de chantier. Celle-ci sera pourvue d'un téléphone portable dont les coordonnées seront communiquées au CMN.

L'état des lieux contradictoire portera sur les éléments suivants :

- Les sculptures, bancs et tous les autres éléments architecturaux situés dans les zones de chantier, en limite de celles-ci et le long de leurs voies d'accès ;
- Tous les réseaux et les ouvrages connexes tels que regards, tampons, grilles, avaloirs, etc. situés sur l'emprise du chantier, en limite de celui-ci et au long des voies d'accès ;
- Les différents sols et structures dans la zone de chantier et sur ses voies d'accès ;
- Toutes les clôtures situées en périphérie de la zone de chantier ou le long des voies d'accès ;
- Tous les ouvrages de protection des plantations, les panneaux d'information, de signalisation routière, les poteaux d'éclairage public ;
- Tous les ouvrages en serrurerie, tels que les grilles, situés dans l'emprise du chantier ou à sa périphérie ainsi que sur ses voies d'accès ;
- L'ensemble des végétaux situés dans les zones de travaux, à leur périphérie ainsi que sur leurs voies d'accès.

Le constat sera établi sous la forme d'un document de synthèse décrivant en détail chaque type d'ouvrage, ses caractéristiques et son état.

Un constat similaire pourra être demandé par le CMN à l'achèvement des prestations si des dégradations sont constatées (voir article 3.9 du présent document).

3.6 Réunions de chantier

Les réunions de chantier auront lieu en fonction de la difficulté, de l'importance et de l'avancement des prestations. Leurs jours et heures seront fixés par le CMN.

Le titulaire est tenu d'assister à ces réunions pendant toute la durée de l'exécution des prestations ou de s'y faire représenter valablement. Les représentants désignés devront pouvoir, pour les affaires courantes, prendre toutes dispositions et décisions techniques et financières sans avoir besoin de consulter leur direction.

La présence du représentant qualifié de l'entreprise sera obligatoire à chaque réunion. Le titulaire est tenu de prévenir de tout retard ou indisponibilité. Toute absence ou retard non annoncé donnera lieu à une pénalité conformément aux dispositions de l'article 6.3 du CCAP.

Ces réunions de chantier ne dispenseront en aucun cas le titulaire de répondre à toute convocation du CMN.

3.7 Comptes rendus de chantier

A l'issue des réunions, le CMN établira un compte rendu qu'il adressera par mail au titulaire dans les 72h suivant la date de réunion. Le titulaire aura alors un délai de 2 jours pour demander des modifications ; au-delà de ce délai, le compte rendu deviendra contractuel.

Le compte rendu renseignera l'avancement du chantier, sa réalisation dans les règles de l'art, sa propreté, les éventuels accidents ou dégradations perpétrés par l'entreprise et qui devront être réparés, etc.

Le titulaire informera le CMN des éventuelles interruptions, qui devront être dûment justifiées dans le cas où elles impliqueraient un report de la date de fin de travaux initialement prévue.

En outre, Le titulaire sera tenu de signaler dans les meilleurs délais tout problème qu'il constaterait et qui pourrait nuire à la sécurité des personnes et des biens ou à la pérennité des travaux. Ces observations seront, le cas échéant, reportées sur le compte rendu de chantier.

3.8 Contrôle des travaux

Le titulaire sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre au CMN d'exercer utilement et à tout moment son contrôle.

Le CMN se réserve le droit de faire arrêter à tout moment, en tout ou partie, les travaux en cours si leur exécution ne lui paraît pas conforme aux stipulations de l'accord cadre et aux règles de l'art.

3.9 Etat des lieux de sortie – Remise en état des espaces

Un état des lieux sera dressé par le titulaire et le CMN dès la fin du chantier. Outre l'état des zones de travaux et de stockage, il précisera l'état des zones de circulation que les engins de l'entreprise auront empruntées.

En cas de dégradations constatées par le CMN sur les allées et pelouses, l'entreprise reconnue responsable aura à sa charge la remise en état des sols :

- Les ornières sur surface minérale seront reprises par curage et apport de matériaux constitutifs identiques, en reprenant la même stratification entre couches de fondation et couche de roulement et en compactant le tout ;
- Les ornières sur pelouse ou prairie seront reprises en décompactant le sol. En cas de dégradation légère, un sursemis sera réalisé. En cas de déformation trop importante du sol, un apport de terre végétale et un semis de gazon selon les règles de l'art seront à réaliser.

Les éventuels dégâts sur les ouvrages donneront lieu à une restauration, à la charge et aux frais du titulaire, selon les prescriptions du CMN.

Les dégradations accidentelles occasionnées aux réseaux, quant à elles, feront l'objet de réparations dans le respect des normes en vigueur au jour de l'incident. Le choix de l'entreprise chargée de réparer devra être soumis à l'approbation du CMN.

Les éventuels dégâts sur les végétaux donneront lieu à des pénalités dont le montant est défini à l'Article 6.5 du CCAP.

3.10 Contrôle en fin de prestations – Dossier des interventions exécutées

Les attachements successifs constatant les prestations effectivement réalisées seront présentés sous la forme de documents figurés. Ils pourront être établis sur la base des plans fournis au bon de commande.

Ils devront, pendant toute la durée des prestations, être soumis hebdomadairement au visa du CMN. La présentation d'éléments de facturation relatifs à des travaux n'ayant pas fait l'objet de ces attachements et visas hebdomadaires sera intégralement refusée.

A l'achèvement des prestations, le titulaire devra remettre un Dossier des interventions exécutées. Il permettra de justifier la facturation et d'orienter toute intervention ultérieure sur le même site.

Pourront y figurer notamment (liste non exhaustive) :

- Les attachements figurés et/ou écrits ;
- Les plans de repérage des interventions ;
- Des documents photographiques avant et après.

ARTICLE 4 – TRAVAUX D'ENTRETIEN FORESTIER

Les travaux réalisés devront répondre aux conditions spécifiées par le CMN (sujets à conserver, etc.).

Les arbres de plus de 20 cm de diamètre seront abattus par le biais d'un autre lot de l'accord cadre. Tous les arbres traités ici ne dépasseront pas 20 cm.

4.1 Recul de lisière ligneuse

Il s'agit de supprimer toute la végétation ligneuse sur une surface que le CMN souhaite transformer en zone enherbée.

La prestation comprend :

- La suppression des ligneux et le débroussaillage ;
- Le broyage des souches ;
- Le ramassage et l'évacuation de tous les résidus végétaux, pierres, éléments grossiers et déchets de toute nature ;
- Le décompactage de l'ensemble de la surface selon les prescriptions du CMN ;
- Le nivellement du sol, pour le laisser lisse et sans ornières, en respectant la forme naturelle du terrain.

4.2 Eclaircie et dépressage

Plusieurs types d'interventions pourront être demandés par le CMN, en fonction des espaces :

Eclaircie pour raison sanitaire :

Il s'agit de supprimer les arbres dangereux ou malades concurrençant les arbres sains. Cette opération est réalisée en période de végétation après marquage des arbres à supprimer.

Eclaircie pour régénération :

Il s'agit de supprimer certains arbres plus âgés pour favoriser les arbres jeunes vigoureux et permettre l'amélioration de la biodiversité du milieu. Cette opération est réalisée en hiver après marquage des arbres à supprimer.

Eclaircie de structuration :

Il s'agit d'améliorer le peuplement en favorisant la diversité des espèces et des classes d'âge. Cette opération est réalisée en hiver après marquage des arbres à supprimer.

Dépressage :

Il s'agit de réduire fortement la densité d'un peuplement, lorsqu'il est constitué de régénérations naturelles denses ou qu'il a été planté avec une densité forte. Il faut ménager aux tiges conservées un espace nécessaire au moins égal à 50% de leur houppier vert, ce qui leur permettra de maintenir un rythme de croissance régulier et soutenu. L'intensité du dépressage est fonction de la hauteur et de la densité des tiges et des essences en place.

4.3 Nettoyage forestier

La prestation comprend :

- L'enlèvement des gros bois tombés au sol ;
- L'enlèvement des branchages ;
- L'arasement des souches ;
- Le broyage des ronciers ;
- La suppression des clématites à la base des troncs ;
- La suppression du lierre à la base des troncs quand expressément demandé par le CMN.

Dans certains cas, à la demande du CMN, des tronçons de grumes pourront être laissés à l'intérieur des boisés afin de participer à la démarche de développement de la biodiversité.

Cette opération devra limiter au maximum les perturbations du sol et être réalisée avec des engins validés par le CMN.

4.4 Recépage de jeunes sujets

Il s'agit d'une opération de rattrapage sur des plantations à très faible densité. Elle se pratique en hiver, au-dessus du collet, sur des tiges mal conformées mais vigoureuses.

La prestation comprend un second passage en juin suivant l'opération, pour sélectionner les plus beaux rejets.

La protection contre le gibier pourra être demandée.

4.5 Suppression des ailantes par cerclage (annélation)

Il s'agit de retirer une bande d'écorce sur la quasi-totalité de la circonférence de l'arbre, afin de l'affaiblir et de le tuer à petit feu. On sectionne ainsi les tissus du liber qui véhiculent la sève élaborée, ce qui prive le système racinaire des ressources carbonées produites par les feuilles.

La bande d'écorce retirée doit être :

- A la base de l'arbre, au plus près du collet, pour éviter la production de rejets sous la ligne de cerclage ;
- D'une hauteur à peu près égale au diamètre du tronc (mais de 3 cm minimum) ;
- Interrompue sur 10 à 20% de la circonférence (mais moins de 5 cm de large), afin que la sève continue de circuler sur cette section restante, ce qui évite à l'arbre de réagir fortement en drageonnant, mais épuise progressivement ses racines ;
- Profonde d'1 à 2 cm pour atteindre le cambium. Les résidus de cambium à la surface du bois de cœur doivent être brossés à l'aide d'une brosse métallique.

Cette opération est réalisée entre octobre et février, en sève descendante, pour empêcher la sève de descendre dans le système racinaire et réduire le risque de production de rejets.

La prestation comprend un second passage l'année suivante, pour retirer la section d'écorce restante et arracher les drageons apparus sur les racines.

4.6 Travaux préparatoires à la plantation

La prestation comprend :

- Le débroussaillage ;
- Le broyage des rémanents végétaux et des souches ;
- Le ramassage et l'évacuation des pierres et déchets de toute nature ;
- Le fraisage et le hersage de l'ensemble de la surface ;
- Le nivellement du sol, pour le laisser lisse et sans ornières, en respectant la forme naturelle du terrain.

Le CMN précisera la nature, la chronologie et les caractéristiques (profondeur notamment) des façons culturales à exécuter. Les matériels et équipements appropriés seront définis conjointement.

ARTICLE 5 – FOURNITURE ET PLANTATION DE VEGETAUX FORESTIERS

Les prix comprennent toutes les fournitures et mises en œuvre nécessaires :

- Piquetage ;
- Creusement des fosses, amendement et engrais ;
- Plantation des végétaux ;
- Installation des tuteurs et protections, plombage, paillage ;
- Entretien et garantie de reprise pendant 2 ans.

5.1 Fournitures

Dans son dossier de candidature, le soumissionnaire transmettra les références de ses fournitures et de ses fournisseurs.

Lors des livraisons, tous les matériaux et fournitures qui ne répondraient pas aux conditions spécifiées par le CMN seront refusés et devront être enlevés du chantier dans les délais prescrits et remplacés par l'entreprise sans qu'il y ait lieu à versement d'aucune indemnité.

5.1.1 Plants

Pour les plants, le titulaire se conformera strictement aux spécifications et normes en vigueur relatives à l'identité des matériels forestiers de reproduction à utiliser et à leur qualité génétique. Il devra fournir tous les certificats et documents relatifs à leurs origine, âge, mycorhization, mode de culture, etc.

Les plants en godets seront fournis en 30/50 pour les feuillus, en 15/25 pour les conifères. Ils seront mycorhizés et en godets anti-chignon. Leur volume pourra, en fonction des espèces retenues, varier de 300 cm³ à 3 litres. Les contenants les plus volumineux seront privilégiés.

Les racines nues seront fournies en 90/120.

Toute essence végétale non prévue au BPU fera l'objet d'un devis complémentaire.

5.1.2 Autres fournitures

Quelle que soit leur nature, les autres fournitures ou matériaux susceptibles d'être mis en œuvre devront être conformes aux dispositions des textes en vigueur. Ils seront soumis à la validation du CMN.

Il s'agit de :

- Tuteurs bambou, attaches comprises ;
- Protections anti-gibier biodégradables, attaches comprises ;
- Paillage ou BRF, éventuellement dalles de paillage biodégradables, agrafes comprises.

5.2 Mode d'exécution des travaux

Implantation des ouvrages et piquetage :

Le CMN fixera les conditions d'établissement du piquetage général et des piquetages spéciaux tels qu'ils résulteront de l'application sur le terrain du plan général d'implantation des travaux établi en concertation avec le titulaire.

Amendements et engrais organiques :

Les produits utilisés, les dosages employés ainsi que les conditions particulières d'utilisation devront être tels qu'il ne puisse en résulter de dommages à la végétation voisine et notamment aux arbres et peuplements à conserver. Le titulaire devra fournir tous les éléments permettant de vérifier les qualités et quantités d'amendements et engrais organiques approvisionnés.

Époque de plantation :

L'époque de plantation sera définie par le CMN. Si le titulaire estime que l'époque de plantation prescrite n'est pas favorable, il devra faire, par écrit, des réserves auprès de lui et formuler ses propositions de calendrier de plantation.

Approvisionnement en plants du chantier :

L'approvisionnement du chantier sera fait au fur et à mesure des besoins, au minimum une fois par semaine, pendant toute la période de plantation effective. L'entreprise avisera, quarante-huit heures au moins à l'avance, de la date d'arrivée des plants sur le terrain.

Les lots auront conservé leur marquage effectué au préalable et seront accompagnés des étiquettes et documents établis dans les formes prescrites par les textes en vigueur relatifs au commerce des matériels forestiers de reproduction.

La qualité loyale et marchande, la conformité des âges et dimensions indiquées aux spécifications du BPU seront vérifiées sur le chantier. L'entreprise sera tenue d'enlever du chantier les lots refusés et de pourvoir à leur remplacement.

Précautions à prendre entre la fourniture des végétaux et la plantation :

Dans l'intervalle compris entre la fourniture et la plantation, toutes précautions nécessaires seront prises pour la conservation des plants de façon à éviter meurtrissures, dessèchements et atteintes par le gel.

Le délai à ne pas dépasser entre la livraison et la plantation est de 2 jours, sauf stipulation contraire du CMN. Lorsque ce délai sera dépassé pour une raison valable ou si l'entreprise propose de le dépasser moyennant un procédé convenable de conservation, le CMN pourra accepter l'utilisation des plants après l'expiration du délai.

Préparation des plants avant plantation :

Pour les racines nues, sous réserve de stipulations particulières du CMN, les racines seront rafraîchies en coupant leurs extrémités et en supprimant les parties meurtries ou desséchées.

Protections :

Les plants seront tuteurés avec du bambou et pourvus de protections anti-gibier biodégradables. Après façonnage de leur cuvette d'arrosage et plombage, ils seront paillés.

5.3 Achèvement des travaux et réception

Les travaux devront être terminés aux dates limites des saisons indiquées dans le CCTG fascicule 35. Le titulaire ne pourra tirer argument des retards de ses fournisseurs.

Les plantations font seules l'objet d'un délai de garantie. Si leur achèvement ne coïncide pas avec l'achèvement de l'ensemble des travaux prévus à l'accord cadre, elles feront l'objet d'une réception partielle dont la date sera le point de départ du délai de garantie applicable à ces travaux.

Pour les plantations, il est exigé, au terme du délai de garantie, le taux de reprise suivant :

- Pour les peupliers et autres plants de haute tige : 90 % des plants mis en place ;
- Pour les autres essences : 80 % des plants mis en place.

5.4 Obligations du titulaire pendant le délai de garantie

Le titulaire se porte garant de la reprise et de la bonne végétation des plants pendant le délai de garantie. La durée de la garantie est fixée à deux (2) ans.

5.4.1 Entretien

Pendant le délai de garantie, les travaux d'entretien nécessaires à la conservation et au développement normal des plantations seront réalisés par l'entreprise : arrosage, nettoyage, fertilisation ou amendement, vérification et remplacement des protections et tuteurs, etc. **Les coûts de ces travaux d'entretien sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre.**

A ces fins, le titulaire remettra un calendrier prévisionnel de ses interventions (période, durée et nature) pour validation du CMN. Ce calendrier pourra, à la demande du CMN, être modifié en augmentation, en termes de nature et/ou de fréquence de passage, en fonction des conditions climatiques qui pourraient impacter la réussite des opérations.

Le titulaire, qui se doit de respecter les règles de l'art, ne pourra en aucun cas prétendre à une compensation financière pour les prestations supplémentaires, sauf si elles dépassent, en fréquence, plus de 20% de la prestation initiale.

L'entreprise devra impérativement intervenir dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant la réception de la demande formulée par le CMN.

En cas de retard constaté ou de non-respect des opérations programmées, le titulaire s'expose à des pénalités précisées à l'article 6 du CCAP.

5.4.2 Remplacement des plants

Tout remplacement de plant devra intervenir au plus tard avant le démarrage du cycle de végétation précédant l'échéance du délai de garantie. La responsabilité de l'entreprise sera engagée en cas d'insuffisance de réussite des plantations, sauf si les pertes résultent d'un des cas suivants :

- Eboulement, inondation, ravinement ayant détruit ou emporté le boisement ;
- Incendie imputable à des tiers ;
- Attaque d'animaux prédateurs ou parasites non imputable à l'entreprise dans le cadre de l'accord cadre.

ARTICLE 6 – POSE ET ENTRETIEN DE GANIVELLE

Les prix comprennent la fourniture, la pose, l'entretien et la réparation pendant 2 ans : redressement, réparation des torsades métalliques, changement des éventuels piquets abîmés.